Conclusions 2019 du département du Travail des États-Unis

sur les pires formes de travail des enfants

Bénin

En 2019, le Bénin a réalisé des progrès modérés sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Les départements de l'Atlantique et de Zou ont publié des décrets d'interdiction des mineurs dans les bars et les maisons closes afin de tenter d'y éradiquer l'utilisation du travail des enfants. Par ailleurs, le nombre d'inspecteurs du travail a augmenté de près de 50 % par rapport à l'année dernière. Toutefois, au Bénin, des mineurs sont impliqués dans les pires formes de travail des enfants, notamment la production de coton et le concassage du granit, parfois des suites de la traite des personnes. Des enfants font aussi des travaux dangereux comme domestiques et vendeurs des rues. Il existe de nombreuses barrières à l'éducation, en particulier pour les enfants porteurs de handicap. Par ailleurs, le gouvernement n'a pas publié d'informations sur certains de ses efforts en matière d'application de la législation sur le travail et du droit pénal et les ressources limitées consacrées à l'application convenable des lois sur le travail des enfants peuvent entraver les efforts du gouvernement visant à les protéger des pires formes de travail des enfants.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants au Bénin sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Relever l'âge de fin de la scolarité obligatoire pour qu'il coïncide avec l'âge minimum d'admission à l'emploi.	2018 – 2019
	Instaurer des peines significatives pour les infractions de traite des enfants impliquant l'exploitation par le travail.	2014 – 2019
Application	Dispenser une première formation aux responsables de l'application du droit pénal ainsi que des cours de perfectionnement sur le travail des enfants.	2013 – 2019
	Opérationnaliser le mécanisme des autorités pénales et des services sociaux d'orientation réciproque pour la prise en charge des enfants découverts en situation d'assujettissement à la traite et aux pires formes de travail des enfants.	2019
	Augmenter les ressources financières pour faire respecter la législation visant à combattre le travail des enfants.	2009 – 2019
	Accroître le nombre des inspecteurs du travail pour qu'il corresponde aux avis techniques de l'OIT.	2015 – 2019

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	Publier les données sur l'application du droit pénal concernant les pires formes de travail des enfants, notamment les infractions constatées, les poursuites lancées, les sanctions imposées, ainsi que sur le nombre d'infractions liées aux pires formes de travail des enfants.	2009 – 2019
	Publier des données sur les inspections du travail au Bénin, notamment le nombre d'inspections effectuées sur les lieux de travail et le nombre d'inspections inopinées réalisées au cours de la période visée par le présent rapport.	2009 – 2019
	Effectuer des inspections dans les secteurs dont on sait qu'ils ont la plus forte prévalence de cas de travail des enfants, notamment dans les zones en dehors des grands centres urbains.	2019
Coordination	Prendre des mesures visant à coordonner les efforts menés par le Comité directeur national de lutte contre le travail des enfants et la Cellule nationale de suivi et de coordination pour la protection de l'enfant (CNSCPE) en s'assurant que ces deux entités se réunissent tous les trimestres et coordonnent leurs mandats.	2013 – 2019
	Créer un mécanisme officiel de coordination des mesures de répression du travail des enfants entre le ministère du Travail, la Direction générale du travail et l'Office central de protection des mineurs, de la famille et de la répression de la traite des êtres humains.	2019
Politiques gouvernementales	Veiller à ce que les politiques en place sur le travail des enfants soient appliquées comme prévu.	2018 – 2019
	Veiller à l'intégration des stratégies d'élimination et de prévention du travail des enfants dans le Plan du secteur de l'éducation.	2010 – 2019
Programmes sociaux	Accroître l'accès à l'éducation en éliminant les frais liés à la scolarité, en assurant la sécurité des enfants à l'école, en veillant à ce que les enfants porteurs d'un handicap puissent aller à l'école, en fournissant des transports scolaires fiables et en relevant les taux d'enregistrement des naissances.	2010 – 2019
	Veiller à ce que la mise en œuvre des programmes sociaux sur le travail des enfants se fasse conformément à leurs mandats.	2018 – 2019
	Mettre en place des programmes pour s'attaquer aux pires formes de travail des enfants, notamment dans le travail domestique, l'exploitation sexuelle commerciale et l'agriculture, et surveiller l'avancement de ces programmes et en rendre compte chaque année.	2010 – 2019